

Coup d'État à Conakry huit jours après la mort de Sékou Touré

Guinée : l'armée au pouvoir

Une semaine après la mort du président Sékou Touré et deux jours après ses obsèques, un « Comité national de redressement » a pris le pouvoir, hier, à l'aube, en Guinée. Le coup d'État, destiné à mettre fin à la dictature sanglante instaurée par Sékou Touré, s'est déroulé, selon l'un des rares communiqués diffusés par Radio-Conakry, « sans effusion de sang et dans un calme total ». Dans la soirée, la radio guinéenne a annoncé que le Comité qui avait pris le pouvoir était composé de dix-huit membres - dix-sept officiers et un adjudant-chef - dirigés par le colonel Lansana Conte.

Les auteurs du premier putsch qu'ait connu la Guinée depuis son indépendance (en 1958) ont ordonné la libération de tous les détenus politiques et instauré un couvre-feu allant de 22 heures à 6 heures G.M.T. sur toute l'étendue du pays. Selon la proclamation lue à 7 heures, heure locale (il était 9 heures à Paris), tous les organismes du parti-État, le parti démocratique de Guinée, ont été dissous, l'Assemblée nationale et la Constitution suspendues. Les organisations de masse, union des femmes, des jeunes et des travailleurs, ainsi que les rassemblements sont interdits jusqu'à nouvel ordre.

Le sort des anciens dirigeants guinéens, notamment celui du premier ministre, Lansana Beavogui, successeur présumé du président Sékou Touré, et du président de l'Assemblée populaire nationale, Damantang Camara, demeurait inconnu. On ignorait alors l'identité et l'orientation idéologique des nouveaux dirigeants. Toutefois, leurs premières mesures et déclarations laissaient penser qu'ils seraient plutôt de tendance pro-occidentale.

Selon le « Rassemblement des Guinéens de l'étranger », dont le siège est à Paris, le Comité aurait déjà demandé une aide urgente en matière alimentaire aux pays occidentaux. De

plus, ce mouvement, qui n'aurait agi que pour devancer un coup de force préparé par Ismaël Touré, demi-frère du défunt président, et Issiaga Touré, son neveu, ancien patron du trop célèbre camp Boiro, impliqué dans toutes les affaires d'interrogatoires, aurait décidé de mettre fin à toutes les expériences collectivistes.

Toujours selon la radio, qui diffuse un programme de musique militaire depuis hier matin : « La population de Conakry est descendue dans la rue, en liesse, pour manifester son approbation à la prise du pouvoir par le « Comité militaire de redressement », aux cris de : « Vive l'armée et vive la liberté ! » Cette proclamation a été lue au micro par un capitaine de l'armée guinéenne dont le nom n'a pas été révélé. Tous les points stratégiques de la capitale sont sous le contrôle militaire.

(Page 3 :
nos informations)

Coup d'État sans effusion de sang

Guinée : les capitaines au pouvoir

Les forces armées guinéennes

L'armée guinéenne, qui a pris le pouvoir hier matin, compterait, selon l'Institut d'études stratégiques de Londres, près de 10 000 hommes, assistés d'un nombre à peu près égal de miliciens. Les forces terrestres compteraient 8 500 hommes. L'armée de terre dispose de cinq bataillons d'infanterie et d'un bataillon de blindés, de génie, d'artillerie, de commandos et de forces spéciales.

Elles sont équipées d'une trentaine de chars T-34 et T-55 de fabrication soviétique, actuellement jugés dépassés pour la guerre moderne. Elle compte aussi une vingtaine de chars légers PT-76, vraisemblablement amphibies, et 40 transports blindés de troupes de conception soviétique.

L'aviation, qui compte 800 hommes, dispose de 6 avions de combat Mig-17. Elle est également équipée de 4 Ilyouchine 14, 4 Antonov 14, 2 Ilyouchine 18, de 4 hélicoptères : 2 américains (Bell et UH 12) et 2 français (Puma et Gazelle).

La marine, forte de 600 hommes, est notamment équipée de 2 lance-torpilles soviétiques Shershen, de 3 navires soviétiques Poluchat et de 6 navires d'attaque chinois Shangai II. A ces effectifs s'ajoutent une force paramilitaire de 9 000 hommes : 7 000 de la milice populaire, 1 000 de la gendarmerie et 1 000 de la garde républicaine.

L'armée était aux ordres de son chef d'état-major, le général Toyah Conde. Les forces armées guinéennes sont essentiellement équipées de matériels soviétiques et entraînées par des instructeurs de l'Armée rouge.

Mais de source militaire occidentale, on estime que cette armée ne subit pas d'influence particulière au plan idéologique de la part de Moscou.

Elle est mieux équipée que ses voisins mais elle n'a jamais vraiment connu « le baptême du feu » et il est pratiquement impossible de savoir si elle est vraiment en mesure de se servir des équipements lourds livrés par Moscou.

Une personnalité bien renseignée sur les affaires d'Afrique rentrant de Guinée avait averti, s'agissant de l'avenir immédiat de ce pays après la mort de Sékou Touré : « Nous allons voir apparaître un capitaine quelconque... ». C'est fait. Sékou, à peine mis en terre, hier matin, un « Comité militaire de redressement » a pris le pouvoir et, ironie du sort, c'est un capitaine inconnu qui l'a annoncé à la radio au milieu, semble-t-il, de la liesse générale.

« Tout espoir d'une société de justice en Guinée s'étant envolé après la mort de Sékou Touré, l'armée, qui est toujours demeurée fidèle et a toujours partagé le sort du président Touré pendant vingt-six ans, a décidé de prendre le pouvoir » devait dire cet anonyme. Rendant un hommage appuyé à la politique extérieure du disparu dont « l'œuvre immortelle aura été de mener notre pays à l'indépendance nationale et à faire rayonner sur le plan africain et international les « nobles idéaux » et les aspirations du peuple guinéen, le « Comité militaire de redressement » devait ensuite stigmatiser la politique intérieure du défunt président, dénonçant la « dictature sanglante et impitoyable » qui a broyé la « lumineuse aspiration des Guinéens ».

Le C.M.R. a affirmé sa volonté d'éviter l'installation de toute « dictature personnelle » et de mettre un terme à « l'âpre lutte de succession qui s'était engagée parmi les compagnons de Sékou Touré avides de pouvoir et coupables de la corruption généralisée du gouvernement et de ses institutions et enfin de jeter les bases d'une réelle démocratie ».

Le sommet de l'O.U.A.

« Tous les fils guinéens qui ont été tués pour avoir exprimé leur opinion pour l'instauration d'une nouvelle société seront réhabilités et considérés comme des martyrs immortels », ajoutait également le porte-parole du C.M.R.

Selon le scénario d'un putsch désormais classique, le C.M.R. devait prendre les mesures destinées à assurer le maintien de l'ordre et à éviter toute contre-offensive. Les Guinéens devaient notamment rester chez eux. Mais cette dernière instruction ne semblait pas être respectée puisque la radio décrivait elle-même les habitants de Conakry « défilant en liesse dans les rues ».

L'opération des militaires avait précédé de quelques heures

la réunion prévue du bureau politique du « parti démocratique guinéen », qui devait examiner le problème de la succession. A la mort de Sékou Touré, c'est le premier ministre, Lansana Beavogui - dont on était sans nouvelles hier soir - qui avait été chargé d'expédier les affaires courantes en tant que chef du gouvernement par intérim. Malade, il se heurtait notamment à l'hostilité des populations Peuhl qui ont été ces dernières années victimes d'une répression sévère de la part du régime de Sékou Touré. Le coup d'État devait mettre tout le monde d'accord.

D'ores et déjà plusieurs questions se posent : quel sera le rôle de l'opposition réfugiée à l'étran-

ger ? A Paris, c'est la fête, et la première déclaration du C.M.R. a rempli les expatriés d'une joie sans mélange. Que fera la milice, gardienne fidèle et redoutée de l'ancien régime ? Ici, on pense que l'armée unanime, du moins c'est l'image qu'elle donne, contrôle bien la situation.

Mais c'est pour l'O.U.A., dont le sommet était prévu pour le 26 mai prochain à Conakry, que l'on s'inquiète le plus en Afrique. La mort subite, le 26 mars, du président Ahmed Sékou Touré, qui devait en assurer la prochaine présidence, avait jeté une première ombre sur cette réunion, déjà fortement compromise par l'affaire du Sahara.

Yves BRÉHÉRET.

Premières réactions

Les responsables du coup d'État militaire en Guinée ont annoncé leur intention de maintenir les « excellentes relations » entre Conakry et Washington, a déclaré hier le porte-parole du département d'État, John Hughes.

Le ministre cubain des Affaires étrangères, Isodoro Malmerca, en visite à Paris, s'est félicité de ce que le C.M.R. ait exprimé son attachement aux positions qui étaient celles du président Sékou Touré en matière de politique extérieure.

Selon Radio Conakry, le premier message reçu par le C.M.R. émane du ministre marocain des Transports, M. Mansouri Ben Ali, actuellement en mission en Guinée qui, toujours selon la radio, a déclaré « partager l'avis du peuple de Guinée ».

Enfin, tandis que les capitales occidentales n'ont pas immédiatement réagi, l'agence officielle soviétique Tass a annoncé rapidement et sans commentaire le coup d'État.